**Zeitschrift:** Domaine public
**Herausgeber:** Domaine public
**Band:** 30 (1993)
**Heft:** 1144

**Artikel:** De l'engagement et des comptables
**Autor:** Jaggi, Yvette
**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-1011752

**Nutzungsbedingungen**
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 07.12.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

Domaine Public

DP

JAA
1002 Lausanne

21 octobre 1993 – nº 1144
Hebdomadaire romand
Trentième année

# De l'engagement et des comptables

Dans la campagne électorale lausannoise, les observateurs ont relevé une certaine mollesse dans le combat, pas mal de perplexité dans l'opinion, voire de l'indifférence à l'égard des prochaines échéances quadriennales. Et de proclamer que, de toute façon, «ils sont tous pareils». Inutile de souligner ici les effets démobilisateurs d'une telle appréciation, qu'on s'étonne de lire même sous la plume de ceux pour qui le respect d'une idéologie ne fait ni taré ni ringard et pour qui la lecture de programmes électoraux ne représente pas un effort trop exigeant.

Si, pour une fois, je m'exprime ici comme protagoniste, c'est que, personnellement engagée en politique comme dans la présente campagne, je ne peux faire abstraction de cette position particulière qui alimente ma réflexion, sur la question de l'engagement précisément.

Engagement: terme usé jusqu'à provoquer le sourire narquois, tellement usité qu'on en a oublié la résonance militaire. On engage des troupes, on s'engage dans l'armée. Partie prenante dans une bataille, la personne qui s'engage en accepte d'avance les risques de coups et blessures, tout comme les espoirs de succès — jamais définitifs. Elle se démène pour occuper des positions stratégiques, qu'elles soient avancées ou de repli. Portée par ses camarades de lutte, elle doit aussi les entraîner, pas les décourager ni les ralentir.

Or, du point de vue de la gauche, le pire qui puisse arriver, c'est de voir la bataille confiée à des spécialistes qui s'agitent pendant que la société vaque à ses occupations, recevant des nouvelles du front, nombreuses certes mais inarticulées. De telle sorte qu'échappe à cette société la signification du combat et, pour finir, le combat lui-même.

Que font, de leur côté, les soldats livrés à eux-mêmes ? Se battre désespérément, partir dans l'errance, abandonner leur poste, pactiser avec l'ennemi ?

Toute cette imagerie militaire pour décrire le sort des gens de la politique, engagés dans une société elle-même dégagée. Habituée aux effets spéciaux des spectacles médiatisés, cette société, pour sortir de l'indifférence, réclame continuellement davantage de visibilité — à ne pas confondre avec la revendication, parfaitement légitime, de transparence. En fait, elle exige à tout moment ce qui ne se produit pas même dans les périodes dites révolutionnaires: des résultats et des changements manifestes, et plus vite que ça ! Il incombe aux commentateurs de modérer de telles impatiences irréalistes.

Mais que se passe-t-il quand les seuls en mesure de parler du front, donc capables de mobiliser le soutien à l'arrière, ne prennent pas le risque de se rendre sur le lieu des combats ?

Le doigt sur le livre des comptes politiques, ils froncent le sourcil: une maladresse par ci, une erreur de gestion par là, une mesure inadéquate par ailleurs. Où se tiennent-ils donc, tous ces distributeurs de mauvais points ? On ne le sait trop. Pas au cœur de la ville, en tout cas. Postés hors (au-dessus ?) de la mêlée, ils ne se montrent pas non plus trop pressés d'intervenir personnellement dans les affaires de la cité, mais se préoccupent en revanche de voir le chiffre de la colonne de gauche coller avec celui de la colonne de droite, comme si l'on pouvait mesurer à la même aune ce qui est différent par essence.

Qui sont-ils, ces commentateurs discrets ? Ils appartiennent à l'espèce de ceux qui redoutent avant tout de se tromper; et surtout de ceux qui cherchent leur propre image dans le miroir que leur tend l'autre, et finissent par y tomber. Pour s'interroger gravement ensuite, du fond du trou, sur la gauche et son éventuelle perte d'identité.

Il ne suffit pas de faire de ses représentants au pouvoir les dépositaires de l'engagement politique, puis de se retirer, pour prendre de la distance afin de mieux compter les points, tout en poursuivant en toute sécurité un travail de laboratoire — sans doute intéressant au demeurant. Quand ils sont majoritaires, les représentants de la gauche occupent trop souvent des positions minées de longue date par l'ennemi et ses réseaux: ce sont les fiefs et les bastions administratifs constitués pour résister d'instinct à tout changement, fût-ce par une souriante passivité.

YJ

●●● *suite page 2*

ÉLECTIONS GENEVOISES

# No future

**LE NOUVEAU GRAND CONSEIL**

| | |
|---|---|
| Libéraux | 27 (+5) |
| Radicaux | 15 (+2) |
| PDC | 14 (—) |
| Socialistes | 15 (–6) |
| Alliance de gauche (en 89: PdT) | 21 (+13) |
| Ecologistes | 8 (–5) |
| Vigilants | 0 (–9) |

| **Résultat par liste** | % |
|---|---|
| Parti libéral | 24,78 |
| Alliance de gauche | 19,24 |
| Parti socialiste | 13,78 |
| Parti radical | 13,39 |
| PDC | 12,35 |
| Parti écologiste | 7,76 |
| Défi | 3,18 |
| Unis pour Genève | 2,23 |
| Parti anti-magouille | 2,03 |
| GAG | 1,27 |

(*jd*) A l'issue de ce premier tour — puisque Genève persiste à se singulariser en désignant son gouvernement un mois après le Grand Conseil — deux choses sont claires. Quand bien même le rapport des forces entre gauche et droite reste stable, un gros tiers de l'électorat marque sa préférence pour les extrêmes. La situation n'est pas nouvelle: à Genève le mécontentement se manifeste occasionnellement par des faveurs accordées aux formations politiques aux penchants populistes; les communistes ont parfois bénéficié de cet effet dans le passé et il y a quelques années Vigilance arrivait à se hisser en tête du Grand Conseil. Plus inquiétant encore, le taux d'abstention — près de deux électeurs sur trois — qui traduit le manque de crédibilité du discours politique dans une période pourtant difficile.

On a parlé de choix de société. Un bien grand mot pour qualifier des projets passéistes. Les libéraux peuvent donner l'illusion du dynamisme; à l'analyse, leurs propositions apparaissent comme des poncifs éculés qui partout ont montré leur inconsistance: croissance, déréglementation, trafic sans entrave. Une fuite en avant, marche arrière engagée.

Le Parti du travail a réussi sans conteste un coup de maître en fédérant des mouvements hétérogènes qui hier encore s'entredéchiraient et qui n'ont en commun que la volonté de s'affronter à la droite et de sauvegarder des acquis sans trop se soucier de savoir à qui ils profitent réellement.

Choix de société ? Plutôt victoire des corporatismes, celui des affairistes, celui de la fonction publique, même si des électeurs de gauche ont cru trouver là un rempart contre l'arrogance de la droite.

Depuis des mois Genève martèle son slogan gagneur. Mais la République ne sortira évidemment pas de l'ornière à coup de slogans, qu'ils soient mitonnés par la droite dure ou par l'extrême-gauche. Ce dont elle a besoin, c'est de solutions originales, nuancées et largement soutenues, parce que la réalité résiste aux simplifications. Ecologistes et socialistes ont ouvert quelques pistes dans ce sens — on pense à l'organisation du travail et à la fiscalité. Ils ont néanmoins perdu des plumes, les seconds parce qu'ils ont mené une campagne molle, partisans d'un nouveau contrat social insuffisamment explicité.

Scénario pessimiste. Les libéraux entraînent leurs partenaires de l'Entente dans une politique intransigeante. Les socialistes, sonnés par leur défaite, se laissent tenter par l'union de la gauche dans l'espoir de sauver peut-être un siège à l'exécutif; ou, fidèles à leurs convictions mais conscients d'un nécessaire renouvellement du projet socialiste, ils continuent la route seuls, même si elle traverse temporairement un désert, certains que la politique ne se construit pas dans le court terme et se nourrit de crédibilité. ■

●●●

Ces représentants portent leur responsabilité, certes. Mais éprouvent également le besoin de se sentir portés par une conviction généreuse. On sait ce qu'il advient du militantisme, en déclin général, y compris à gauche où il a toujours joué un rôle décisif, dans la pratique et le financement du politique. Mais que se passe-t-il quand ceux qui font fonction de vecteurs ne sont plus que de secs comptables ? Quand les observateurs renoncent à observer, les commentateurs à commenter, les intellectuels à faire les analyses qu'on attend d'eux ? C'est bien simple, et tout aussi triste: ils noient la pensée politique dans un bain tiède, lui donnant une allure d'indifférenciation générale, génératrice d'une démobilisation également générale.

YJ

## EN BREF

L'avocat de la maison Ringier qui a déposé plainte contre *Infrarot*, le journal de la jeunesse socialiste suisse, est l'un des anciens présidents de l'organisation, à l'époque où on les appelait les *Jusos*.

Rencontres depuis quelques temps des représentants des deux principaux groupes du Grand Conseil zurichois, les radicaux et les socialistes, pour coordonner les interventions et améliorer ainsi le travail du parlement cantonal. Il n'est évidemment pas question de fusion, mais un certain nombre de préjugés sont tombés et des résultats ont été obtenus en matière de lutte contre le chômage.

Le principal orateur de l'assemblée d'automne du périodique conservateur *Schweizerzeit*, le 13 novembre, sera l'avocat allemand Manfred Brunner. Cet ancien fonctionnaire européen est l'auteur de l'un des recours contre la ratification par l'Allemagne du Traité de Maastricht; il vient d'être débouté par la Cour constitutionnelle. Autre orateur à l'assemblée: Christoph Blocher.

Le 9 octobre, le *Tages Anzeiger*, dans un article sur le lobby paysan du Conseil national et son opposition au Gatt, constatait tout simplement qu'il y a aujourd'hui en Suisse plus de chômeurs que de paysans.